



Assemblée générale

Distr. générale  
15 septembre 1997  
Français  
Original : anglais

---

Cinquante-deuxième session  
Points 12 et 89 de l'ordre du jour provisoire\*

Rapport du Conseil économique et social

Questions relatives à l'information

Déclaration du Comité administratif de coordination sur l'accès  
universel à des services fondamentaux de communication  
et d'information

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination (CAC), de transmettre à l'Assemblée générale le texte de la Déclaration sur l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information que le Comité a adopté à sa session d'avril 1997 en vue de le soumettre pour approbation à l'Assemblée à sa cinquante-deuxième session.

---

\* A/52/150 et Corr.1.

## Annexe

### Déclaration du Comité administratif de coordination (CAC) sur l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information

1. La révolution de l'information et des communications à laquelle nous assistons s'accompagne d'une explosion des connaissances. L'information et le savoir sont devenus en soi des facteurs de développement de la société et de l'économie. En raison de leur caractère générique, les techniques de l'information et des communications ont des applications dans tous les domaines de l'activité économique, sociale, culturelle et politique. De ce fait, elles influent sur l'ensemble des institutions sociales, des représentations et des processus cognitifs. Au niveau mondial, l'expansion du secteur de l'information et des communications affiche déjà un taux deux fois supérieur à celui de la croissance économique. L'omniprésence de l'informatique et la baisse constante des prix du matériel et des logiciels qui deviennent de plus en plus puissants et fiables vont accélérer la généralisation du recours aux techniques de l'information et des communications, à la portée de secteurs de plus en plus nombreux de la population. Néanmoins, les avantages immenses que laisse présager cette évolution générale ne pourront se concrétiser que si l'on parvient à mettre les progrès techniques réalisés au service de l'épanouissement des individus et du développement de la société, en veillant à ce que les informations et les applications produites et diffusées servent cet objectif.

2. La révolution de l'information et des communications ouvre des perspectives entièrement nouvelles pour les organismes des Nations Unies; elle changera de façon spectaculaire non seulement la manière dont ces organismes fonctionnent, assurent leurs services et fournissent leurs produits, mais aussi la façon dont ils collaborent et interagissent, entre eux et avec les autres acteurs. Il est en effet temps de reconsidérer les orientations, stratégies et activités du système multilatéral dans son ensemble – tout particulièrement des institutions de coopération pour le développement – pour les adapter à la situation et aux perspectives nouvelles. Nous sommes déterminés à trouver des solutions constructives pour relever sans tarder ces nouveaux défis.

3. Nous considérons que les connaissances et l'information :

- a) Constituent l'élément vital de la nouvelle société mondiale de l'information et de sa base matérielle;
- b) Sont les principales ressources d'une économie de l'information en plein essor;

c) Sont des facteurs de mondialisation essentiels pour l'émergence d'une télé-économie, qui définit de nouveaux modèles d'organisation au niveau de la planète et de la société (télétravail, télé-services, télé-médecine, éducation et formation à distance, télé-achat, opérations bancaires délocalisées, services d'appui aux entreprises, rationalisation du commerce, informations commerciales, etc.), rendant la capacité d'obtenir ou de procurer des produits ou des services de plus en plus souvent indépendante de la localisation géographique;

d) Influenceront de plus en plus sur la division internationale du travail, détermineront la compétitivité des sociétés et des économies nationales, et induiront de nouveaux modes de croissance;

e) Auront des incidences stratégiques sur les structures mondiales du pouvoir. Plus que jamais, la connaissance est synonyme de pouvoir. La connaissance des faits devenant un élément essentiel des relations internationales et déterminant l'efficacité de toute intervention, elle constitue un enjeu crucial pour les acteurs multilatéraux.

4. L'information n'est pas un bien gratuit. Les avantages comparatifs des différents pays dépendront désormais de leur aptitude à acquérir, organiser, extraire et diffuser des informations par le biais de moyens de communication, de techniques de traitement de l'information et de réseaux complexes pour élaborer leurs politiques et promouvoir leur développement. La maîtrise de ces moyens et techniques peut faciliter la prévention et le règlement des conflits régionaux ou autres, ou encore permettre de prendre des décisions plus pertinentes pour mieux faire face à de nouvelles menaces telles que la criminalité internationale, le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et la dégradation de l'environnement, auxquelles les institutions du système des Nations Unies attachent une importance capitale.

5. Nous sommes profondément préoccupés par les inégalités croissantes en matière d'accès aux ressources et débouchés qu'offrent les techniques de l'information et des communications. L'écart dans ce domaine entre les pays industrialisés et les pays développés, et les disparités qu'il engendre, s'accroît pour donner naissance à un nouveau type de pauvreté, celle qui frappe les exclus de l'information. La plupart des pays en développement, tout particulièrement les

pays les moins avancés, restent en marge de la révolution des communications, pour les raisons suivantes :

a) Ils ne peuvent accéder, moyennant un coût raisonnable, aux principales sources d'information, aux techniques de pointe, aux systèmes perfectionnés de télécommunications et à l'infrastructure nécessaire;

b) Ils n'ont pas la capacité de mettre au point, d'exploiter, de gérer et d'assurer la mise en oeuvre des techniques voulues;

c) Leurs politiques ne favorisent pas la création des conditions nécessaires pour que leur population participe, dans des conditions d'équité, à la société de l'information, à la fois en tant que productrice et que consommatrice d'éléments d'information et de connaissance;

d) Leur population active n'a pas acquis les compétences nécessaires pour élaborer, exploiter et fournir les produits et services à forte valeur ajoutée requis par l'économie de l'information.

Nous engageons les organismes des Nations Unies à aider les pays en développement à éviter que la situation ne se détériore davantage et à rattraper leur retard.

6. Au cours des dernières décennies, les organismes des Nations Unies ont exécuté, à divers niveaux, de nombreux projets faisant intervenir les techniques de l'information et des communications. Or, force est de constater que l'exécution de ces projets a souvent été mal coordonnée. Il nous semble donc urgent d'élaborer des stratégies pour aborder de façon plus systématique les questions relatives aux techniques de l'information et des communications, ainsi qu'à la gestion de l'information, en renforçant la collaboration entre les organismes des Nations Unies.

7. Nous sommes arrivés à la conclusion que le système des Nations Unies devait faire de l'introduction et de l'utilisation des techniques de l'information et des communications et des méthodes de gestion de l'information un de ses domaines d'action prioritaires afin de promouvoir et d'assurer un développement humain durable dont personne ne soit exclu; nous avons en conséquence décidé de nous fixer pour objectif de faire en sorte que chacun ait accès à des services fondamentaux de communication et d'information. Les nouvelles possibilités qu'offrent les techniques de l'information et des communications, ainsi que la gestion efficace de l'information, permettraient de résoudre certains des problèmes qui se posent à l'échelle de la planète, de promouvoir le développement social et de renforcer les capacités pour mieux tirer parti des nouvelles technologies. Par ailleurs, les moyens de communication de type classique, notamment les services postaux, sont utilisés de façon intensive par toutes les couches

de la population dans le monde entier, tout particulièrement dans les pays en développement. La poste joue et, pour autant qu'on puisse le prévoir, continuera de jouer un rôle essentiel dans la promotion des échanges commerciaux, de l'activité industrielle et des services de toutes sortes. Son utilité se trouvera encore accrue lorsque de nouveaux services seront proposés, notamment pour diffuser des informations et documents en associant la transmission de données sous forme électronique et la distribution de courrier de type classique.

8. Les divers projets et activités dans lesquels nos institutions, seules ou ensemble, sont d'ores et déjà engagées au niveau national mettent en évidence le rôle de catalyseur que les organisations multilatérales peuvent et doivent jouer dans ce domaine de plus en plus vital. Nous nous engageons à poursuivre dans cette voie en unissant nos forces dans différents secteurs, tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, les transports, le commerce international et intérieur, l'emploi et la main-d'oeuvre, le logement, l'infrastructure et les services aux collectivités, la promotion des petites et moyennes entreprises et le renforcement des dispositifs de participation (voir appendice). Nous sommes déterminés à démontrer la viabilité et l'utilité des nouvelles techniques et d'une gestion efficace de l'information, tout particulièrement en orientant notre action vers le milieu rural et vers les groupes les plus démunis de la société qui sont si souvent les laissés pour compte du progrès technique. Si l'on veut que les possibilités qu'offrent les techniques de l'information et des communications ainsi que la gestion de l'information se concrétisent, nous devons démontrer que ces techniques peuvent réellement changer les choses en permettant de transmettre des informations à une plus grande partie de la population démunie ou de fournir des services de meilleure qualité à un plus grand nombre d'individus.

9. Tirer parti rapidement et au moindre coût des possibilités qu'offrent les nouvelles techniques de communication et en partager équitablement les bienfaits entre les différents pays de la planète, en particulier dans le monde en développement, tient de la gageure. L'infrastructure du réseau de télécommunication est insuffisante dans pratiquement tous les pays en développement. Les 59 pays dont le revenu est le plus faible (où vivent environ 56 % de la population mondiale) ne disposent que de 7 % des lignes téléphoniques principales de la planète. Si l'on exclut la Chine et l'Inde, ces pays (un cinquième de la population mondiale) ne disposent que de 1 % du réseau mondial de lignes téléphoniques principales. Seuls les habitants de certaines grandes villes peuvent être raccordés aux réseaux téléphoniques, les listes d'attente sont longues et rien ne laisse prévoir une améliora-

tion spectaculaire de la situation dans un avenir proche. Dans les limites que lui imposent ses ressources et ses priorités, le système des Nations Unies est prêt à aider les gouvernements à élaborer des politiques, programmes et stratégies nationales, afin de promouvoir la mise en place et la gestion d'une infrastructure de l'information adéquate qui réponde aux besoins de leur pays et en respecte les traditions.

10. Il est probable que, contrairement à l'industrialisation, on n'assistera pas, dans le domaine de l'information et des communications, à un transfert graduel des compétences et des techniques de pointe, mais à une mise en application très rapide de certaines de ces compétences et techniques. En effet, les pays en développement pourront brûler les étapes du progrès technologique. Nous sommes conscients des difficultés considérables que cela risque de leur poser dans la pratique, mais nous sommes déterminés à les aider à y parvenir.

11. Nous savons aussi qu'on ne pourra faciliter l'accès aux nouvelles ressources de communication multimédias et en tirer le meilleur parti sans mettre en valeur les ressources humaines et renforcer les capacités techniques nécessaires. L'expansion fulgurante de l'Internet et du World Wide Web, leur caractère interactif et la connexion d'ordinateurs en tous points du globe ont radicalement bouleversé les modes de consultation, de traitement et de diffusion de l'information. Les utilisateurs peuvent désormais accéder par réseau aux informations dont ils ont besoin, puis les télécharger à volonté. Ils disposent dorénavant d'une interface simple permettant de communiquer, de s'informer et d'échanger des données, à condition d'en avoir les moyens.

12. Le succès de réseaux comme l'Internet ne doit toutefois pas nous faire oublier que d'autres techniques d'information et de communication peuvent contribuer à un développement humain durable. Ainsi, grâce aux progrès de la technologie du CD-ROM, les pays en développement peuvent, même dans les régions qui ne disposent pas de systèmes de télécommunications fiables, procéder à des transferts massifs de données multimédias. En revanche, nombre des moyens de transfert de données multimédias – tout particulièrement de l'Internet – ne sont exploitables que s'il est possible d'avoir accès à des réseaux de télécommunication fiables et puissants, ayant une largeur de bande suffisante, ainsi qu'aux réseaux électriques ou à des sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire. Ces contraintes rendent leur utilisation d'autant plus difficile dans les zones les plus pauvres. De plus, l'analphabétisme, la diversité des cultures et les différences linguistiques sont autant d'obstacles à l'application généralisée des nouvelles techniques.

13. Si les capitales de la plupart des pays en développement ont pu être reliées aux réseaux de télécommunication internationaux grâce à des investissements massifs, ce n'est pas le cas des zones rurales ou isolées, qui sont les plus touchées par la pauvreté. Il nous semble que l'une des priorités absolues des gouvernements, du secteur privé et des institutions multilatérales et bilatérales de développement devrait être d'équiper les zones rurales pour les raccorder à l'infrastructure du réseau de télécommunication national et de relier ce dernier à des réseaux internationaux fiables. Si l'on n'y parvient pas, les zones rurales et les populations démunies des pays en développement ne pourront pas bénéficier des systèmes de télécommunications dont l'utilisation restera le privilège de l'élite urbaine. À cet égard, les systèmes numériques par satellite, qui connaissent un essor rapide, offrent de nouvelles solutions.

14. Si l'on veut juger de l'ampleur des investissements nécessaires, il faut savoir que l'on a estimé à 8 milliards de dollars des États-Unis le montant des dépenses qu'il faudrait engager pour porter la densité téléphonique en Afrique subsaharienne à une ligne principale pour 100 habitants (contre 0,46 ligne principale pour 100 habitants actuellement). De surcroît, ce montant a été calculé sur la base des coûts internationaux en vigueur, qui sont généralement trois fois inférieurs aux coûts constatés en Afrique subsaharienne. Devant l'immensité de la tâche que constitue la mise en place d'un accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information dans les pays en développement, il semblerait préférable de privilégier les actions menées au niveau des collectivités et de renforcer les grands programmes de développement, par exemple dans le domaine de l'éducation, plutôt que d'intervenir au niveau des ménages ou des particuliers. Il restera néanmoins extrêmement difficile de tirer parti des possibilités qu'offrent les nouvelles techniques de l'information et des communications et d'en faire bénéficier les pays en développement.

15. Les organismes des Nations Unies ne peuvent assumer seuls cet investissement massif et extrêmement coûteux, qui permettra de lutter contre la pauvreté, de créer de nouveaux moyens de subsistance et d'ouvrir de nouveaux marchés. Nous invitons le secteur privé, les pouvoirs publics, la société civile et les autres organismes de développement à élaborer avec nous un projet ciblé et rigoureux, destiné à donner forme à cette démarche et à la mener à bonne fin, en veillant à :

a) Élaborer et préconiser une conception prospective mondiale, ainsi qu'une prise de conscience généralisée des mutations qui s'opèrent, et définir un projet d'ensemble probant qui permette de mettre les nouvelles techniques à la portée de tous les pays, notamment les plus pauvres;

b) Créer dans les pays en développement les capacités humaines, techniques et économiques nécessaires pour faciliter l'accès aux techniques de l'information et des communications et leur utilisation;

c) Encourager le recours aux techniques de l'information et des communications multimédias, lors de la mise en oeuvre de programmes du développement humain durable, tout particulièrement en milieu rural;

d) Promouvoir, avec le secteur privé, la création, la gestion et la diffusion d'une information et de données relatives aux diverses facettes du développement – à l'échelon mondial, régional, national et local.

16. Nous avons conscience du fait que les moyens de communication modernes – notamment ceux fondés sur le Web – auront des effets tangibles sur le contenu des programmes, leurs modalités, ainsi que la qualité de leur mise en oeuvre, et, partant, sur l'évolution de la coopération multilatérale et de l'assistance technique proprement dite. Nous nous proposons donc d'accélérer la réforme interne en cours et de faire en sorte d'obtenir des organismes modernes, économiques et coordonnés à l'échelon planétaire; il faut pour cela renforcer les capacités techniques internes et modifier le comportement du personnel, notamment des hauts fonctionnaires. Il s'agit, en outre, de resserrer les liens et d'intensifier les communications entre nos différents bureaux, afin de les sortir de leur isolement; avec, à la clef, la possibilité de décentraliser et de fournir une assistance technique immédiate.

17. Nous comptons en outre harmoniser et coordonner nos interventions pour moderniser et améliorer les capacités et accroître l'efficacité. Notre objectif sera d'instaurer un réseau Internet réservé à l'usage du système des Nations Unies. Cette «Intranet» permettra de faciliter la coopération entre les organismes et d'assurer une exploitation concertée de leurs compétences ainsi que la coordination à l'échelon national. Nous nous efforcerons de resserrer la coopération entre nos organismes, en utilisant des systèmes compatibles, comme nous nous y appliquons déjà par les soins du Comité de coordination des systèmes d'information. Nous sommes désireux d'assurer la compatibilité, l'accessibilité et la convergence des moyens de communication et des systèmes informatiques.

18. Parallèlement, il conviendrait de mettre en place dans chacun de nos organismes des sites Web constamment actualisés et bien gérés, dotés de liens hypertexte avec des sites connexes intérieurs ou extérieurs au système des Nations Unies. Nous affermissons ainsi les compétences et l'autorité mondiale de nos organismes à l'ère de l'électronique. De fait, la fiabilité d'Internet devenant difficile à évaluer (plus de

65 millions de sites Web), il faudrait que les diverses entités du système des Nations Unies deviennent, dans leur domaine de compétence respectif, des pivots de ce réseau mondial. Nous devons tout mettre en oeuvre pour faire de nos sites Web la référence obligée en matière d'information sur la pauvreté, le développement et la durabilité, les valeurs et le patrimoine de l'humanité. Créé en 1994 pour harmoniser les méthodes de travail des organismes des Nations Unies et faciliter l'accès à l'information dans ce domaine, le Comité de coordination des systèmes d'information a bien pris son essor.

19. Il nous faut également examiner et comprendre ce qu'implique l'ère des techniques de l'information et des communications, ainsi que les possibilités qu'elle offre. Les progrès fulgurants de la technologie engendrent-ils un droit à communiquer et un droit à accéder à l'information? Les conséquences à apprécier touchent de nombreux domaines : le marché mondial du travail, notamment l'impact sur les femmes, le rôle des syndicats et la division internationale du travail; les débouchés envisageables sur les marchés mondiaux pour les biens et les services venant des pays en développement; les perspectives d'approvisionnement sur le marché mondial, les possibilités de faire participer les jeunes, les associations et les collectivités, les femmes et les organisations autochtones, ainsi que d'autres groupes opprimés; le cas particulier des personnes âgées; l'avenir des services postaux classiques; les droits d'auteur internationaux et le commerce des services.

20. Pour l'heure, l'innovation en matière de techniques de l'information et des communications, du point de vue des choix, des méthodes et du contenu, répond en règle générale aux besoins et aux conceptions des pays industrialisés et de leurs milieux d'affaires. Nous estimons que les innovations portant tant sur le matériel que sur les logiciels doivent également tenir compte de la demande et des besoins, de façon à s'adapter aux objectifs et aux impératifs du développement. L'abandon d'une perspective axée sur l'offre au bénéfice d'une perspective axée sur la demande doit devenir une priorité mondiale et influencer sur l'orientation et la fréquence des innovations à venir. C'est à ce prix que les techniques de l'information et des communications pourront s'implanter et avoir des retombées possibles dans les pays en développement qui, de fait, représentent les marchés de demain. Il sera entre autres nécessaire de concevoir des produits utilisables dans des milieux mal alimentés en électricité (notamment du matériel informatique fonctionnant grâce à l'énergie solaire ou dynamo-électrique) ou accessibles aux analphabètes (logiciels faisant appel aux icônes, diversité culturelle et linguistique du contenu des programmes). Néanmoins, ce sont les réalités techniques et financières qui détermineront les coopérations et les alliances.

21. Aussi sommes-nous particulièrement préoccupés par l'ampleur des moyens financiers nécessaires pour combler le fossé qui sépare actuellement ceux qui ont accès à l'information des autres. La modicité des fonds et l'insuffisance des courants d'investissement entravent inmanquablement la modernisation des réseaux de télécommunication et l'apport de techniques propres à faire progresser le développement humain durable. Étant donné que l'on ne prévoit aucune augmentation sensible de l'aide publique au développement pour les prochaines années, il faut rechercher de nouveaux moyens de recueillir des fonds suffisants.

22. De notre point de vue, l'ampleur même de la tâche nécessitera la prompte création de mécanismes novateurs :

a) Alliances industrielles réunissant les pays développés et les pays en développement;

b) Collaborations d'un nouveau genre, réunissant les pouvoirs publics, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les fondations, les universités, les associations ainsi que les organisations intergouvernementales et internationales.

23. En tant que dirigeants des organismes et organes des Nations Unies, nous sommes convenus de coopérer de façon plus rigoureuse à l'élaboration de solutions stratégiques aux problèmes que posent l'économie et la société de l'information à l'échelon mondial. Aussi avons-nous décidé de nous employer à améliorer l'accès de tous aux services de communication et d'information fondamentaux.

24. Afin de prouver que nous sommes à même d'atténuer les déficiences de l'information, nous sommes convenus de lancer, grâce à une action concertée à l'échelon des pays, des projets pilotes touchant aux vastes domaines mentionnés dans l'appendice au présent document.

25. Il est indispensable que les États Membres s'investissent pour relever les défis du changement. Par conséquent, nous invitons le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, à porter la présente déclaration à l'attention de l'Assemblée générale, afin d'obtenir son aval. Les chefs de secrétariat soumettront également cette déclaration aux organes directeurs intéressés.

## Appendice

### Exemples de domaines d'application pour d'éventuels projets pilotes.

1. Enseignement et apprentissage à distance interactifs. Les méthodes d'enseignement et d'apprentissage classiques sont de moins en moins à même de répondre à la demande croissante de diffusion du savoir, engendrée par la propagation de l'analphabétisme, la pénurie d'enseignants qualifiés, la réduction des fonds publics affectés à l'enseignement et la reconnaissance toujours plus grande du concept d'acquisition permanente des connaissances, dans un monde en perpétuelle évolution. À tous les stades de l'enseignement, l'enseignement à distance peut parfaitement compléter la pédagogie classique; il peut, en particulier, être accessible aux pays et régions isolés, qui sont souvent les plus pauvres. Là où même la télévision est un rêve inaccessible, il faut compter sur la radio et la création de médias locaux, notamment la radio en zone rurale.

2. Télémédecine. Grâce à l'utilisation conjointe des télécommunications et des techniques médicales, la télémédecine offre des possibilités en matière de pratique et d'enseignement médicaux. Elle permet une communication audiovisuelle interactive entre les médecins et les praticiens dans les endroits reculés, facilite l'échange de l'information médicale aux fins de la recherche et de l'enseignement, et rend possible la visualisation des diagnostics et l'analyse clinique à distance, de façon à pallier le manque de spécialistes ou à conseiller les médecins. L'électronique peut ainsi contribuer à l'amélioration qualitative et quantitative des services de santé généraux, ainsi que des services de santé en matière de reproduction, en zone rurale. L'accès aux ordinateurs et aux services de télécommunication peut aider à modifier le rôle du personnel soignant, ainsi qu'à améliorer la qualité et la diffusion des services de santé et des soins préventifs dans les communautés rurales mal desservies.

3. Télébanque et programmes d'octroi de microcrédits. La télébanque peut aider les banques à répondre aux besoins des pauvres, à communiquer, à l'échelon des villages, avec les analphabètes et les pauvres, ainsi qu'à mettre en oeuvre des programmes de microcrédits. La technologie actuelle est tout indiquée pour un marché constitué par une large population rurale, démunie et souvent analphabète, en proie à une forte criminalité et à une fraude généralisée.

4. Protection et gestion de l'environnement. La protection et la gestion de l'environnement constituent un vaste domaine se prêtant aux diverses applications des techniques de l'information : méthodes de sylviculture et d'exploitation

forestière durables, gestion et élimination des déchets, soutien aux services de développement agricole, gestion des ressources en eau, de l'irrigation et de l'exploitation des ressources naturelles.

5. Processus et mécanismes de participation et bonne conduite des affaires publiques. Les communications ne sont pas seulement un moyen de répandre le savoir, la formation et les valeurs, elles constituent également un élément fondamental de toute société démocratique. Leur instantanéité ne peut qu'influer sur les prises de décisions politiques, économiques et commerciales. Elles retentiront aussi sur les systèmes démocratiques (ou autocratiques) et sur les structures de l'administration publique, en modifiant leur faculté d'adaptation, leur transparence et leur fiabilité; à l'échelon de la société civile, elles ne pourront qu'accroître la participation populaire, notamment celle des femmes et des jeunes. La technologie dans ce domaine est adaptée à la création de structures novatrices à l'échelon des collectivités, permettant à toutes les parties prenantes au développement durable de gérer les affaires publiques et privées; elle est également propice à la démarginalisation des plus démunis, en offrant un large accès à l'information et au partenariat.

6. Laboratoires virtuels d'analyse des problèmes de développement. De nouvelles méthodes de travail qui n'étaient pas même envisageables il y a un an sont désormais possibles. En combinant les possibilités offertes par Internet, la réalité virtuelle, le calcul en temps réel et en trois dimensions, les autres techniques de télécommunication, les synergies de groupe et le travail en équipe virtuelle, il est désormais envisageable de créer des «collèges invisibles» permanents de scientifiques travaillant sur des sujets de recherche fondamentaux, pour un coût relativement faible. L'objectif principal est d'établir un contact entre les chercheurs des pays en développement ayant des besoins et un savoir particuliers avec la structure et les pratiques solidement établies dans les pays développés, de façon à offrir un accès aux compétences et aux données scientifiques qui soit plus rapide, plus large et interactif; ce afin de permettre une diffusion accélérée de l'information. Ces techniques sont l'une des solutions possibles au problème de l'exode des compétences du Sud vers le Nord; elles permettraient aux scientifiques du Sud d'être virtuellement associés à tous les débats fondamentaux qui animent la communauté scientifique mondiale.

7. Accès de tous aux connaissances et à la culture mondiales. Les organismes d'information publics, intermédiaires obligés pour accéder à l'information nécessaire au développement, n'ont pu exploiter tout leur potentiel dans les pays en développement, en raison de l'étendue des besoins et de la modicité des ressources. Les techniques de l'information

et des communications permettent à ces organismes d'ouvrir des services peu coûteux d'information sur le développement, destinés à tous les milieux sociaux, grâce à la mise en place de réseaux nationaux et régionaux. Bien que d'une importance capitale, l'information du domaine public semble négligée par le marché de l'information, pour diverses raisons : rentabilité potentielle insuffisante, intéressés trop peu nombreux ou, plus paradoxalement, caractère public des données originelles. Cette information devrait être répertoriée, numérisée et rendue accessible grâce aux serveurs Internet, tout en étant étayée par des mesures gouvernementales adéquates concernant les questions de droits d'auteur relatives aux techniques de l'information, à l'essor d'industries de l'électronique à vocation culturelle, ainsi qu'à la promotion d'Internet en tant que service public accessible à tous au moindre coût.

---